

CONVOCATION
pour les séances publique et plénière du
mardi 19 juin 2018
à 12h00

ORDRE DU JOUR

SÉANCE PUBLIQUE

- 1) **51.443** Projet de loi adaptant la procédure pénale aux besoins liés à la menace terroriste et portant modification
- 1) du Code de procédure pénale,
 - 2) de la loi modifiée du 30 mai 2005 concernant la protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques,
 - 3) de la loi du 27 février 2011 sur les réseaux et les services de communications électroniques

(doc. parl. 6921)

Le Conseil d'Etat a accordé la dispense du second vote constitutionnel à l'unanimité des 18 votants

- 2) **51.627** Projet de loi sur l'attribution de contrats de concession et portant modification :
1. du Code pénal ;
 2. du Code du travail ; et
 3. de la loi modifiée du 10 novembre 2010 instituant les recours en matière de marchés publics

(doc. parl. 6984)

Le Conseil d'Etat a accordé la dispense du second vote constitutionnel à l'unanimité des 18 votants

- 3) **51.670** Projet de loi instituant le juge aux affaires familiales, portant réforme du divorce et de l'autorité parentale et portant modification :
1. du Nouveau Code de procédure civile ;
 2. du Code civil ;
 3. du Code pénal ;
 4. du Code de la Sécurité sociale ;
 5. du Code du travail ;
 6. de la loi modifiée du 11 novembre 1970 sur les cessions et saisies des rémunérations de travail ainsi que les pensions et rentes ;
 7. de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ;
 8. de la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse ;
 9. de la loi modifiée du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance ;
 10. de la loi modifiée du 9 juillet 2004 relative aux effets légaux de certains partenariats ;
 11. de la loi du 27 juin 2017 arrêtant un programme pluriannuel de recrutement dans la magistrature et portant modification de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire

(doc. parl. 6996)

Le Conseil d'Etat a accordé la dispense du second vote constitutionnel à l'unanimité des 18 votants

- 4) 51.821** Projet de loi concernant la protection de la nature et des ressources naturelles et modifiant
- 1° la loi modifiée du 31 mai 1999 portant institution d'un fonds pour la protection de l'environnement ;
 - 2° la loi modifiée du 5 juin 2009 portant création de l'Administration de la nature et des forêts ;
 - 3° la loi modifiée du 3 août 2005 concernant le partenariat entre les syndicats de communes et l'État et la restructuration de la démarche scientifique en matière de protection de la nature et des ressources naturelles

(doc. parl. 7048)

Le Conseil d'Etat a accordé la dispense du second vote constitutionnel à l'unanimité des 18 votants

- 5) 51.868** Projet de loi sur la Police grand-ducale et portant modification :
- 1° du Code de procédure pénale ;
 - 2° de la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certaines fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État ;
 - 3° de la loi du 10 décembre 2009 relative à l'hospitalisation sans leur consentement de personnes atteintes de troubles mentaux ;
 - 4° de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ;
 - 5° de la loi du 18 décembre 2015 relative à l'accueil des demandeurs de protection internationale et de protection temporaire, et modifiant la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat ;

et portant abrogation :

- 1° de la loi du 29 mai 1992 relative au Service de Police Judiciaire et modifiant 1. la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire ; 2. le code d'instruction criminelle ; 3. la loi du 16 avril 1979 ayant pour objet la discipline dans la Force publique ;
- 2° de la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police

(doc. parl. 7045)

Le Conseil d'Etat a accordé la dispense du second vote constitutionnel à l'unanimité des 18 votants

- 6) 52.205** Projet de loi ayant pour objet l'organisation de l'Université du Luxembourg
(doc. parl. 7132)

Le Conseil d'Etat a accordé la dispense du second vote constitutionnel à l'unanimité des 18 votants

- 7) 52.451** Projet de loi portant modification
- 1° du Code de la sécurité sociale ;
 - 2° de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental ;
 - 3° de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental ;
 - 4° de la loi modifiée du 18 mars 2013 relative aux traitements de données à caractère personnel concernant les élèves ;
 - 5° de la loi modifiée du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'Education nationale ;

- 6° de la loi du 29 juin 2017 portant modification 1. de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental ; 2. de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental ; 3. de la loi modifiée du 7 octobre 1993 ayant pour objet a) la création d'un Service de Coordination de la Recherche et de l'Innovation pédagogiques et technologiques; b) la création d'un « Centre de Gestion Informatique de l'Education » ; c) l'institution d'un Conseil scientifique ; 4. de la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État ; 5. de la loi modifiée du 13 juillet 2006 portant réorganisation du centre de psychologie et d'orientation scolaires (CPOS) ; 6. de la loi du 6 février 2009 relative à l'obligation scolaire ; 7. de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ; 8. de la loi du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'Education nationale

(doc. parl. 7206)

Le Conseil d'Etat a accordé la dispense du second vote constitutionnel à l'unanimité des 18 votants

- 8) **52.466** Projet de loi relatif à la rénovation et extension du Lycée classique de Diekirch - annexe Mersch

(doc. parl. 7211)

Le Conseil d'Etat a accordé la dispense du second vote constitutionnel à l'unanimité des 18 votants

- 9) **52.472** Projet de loi concernant certaines modalités d'application et les sanctions du règlement (UE) n°1143/2014 du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2014 relatif à la prévention et à la gestion de l'introduction et de la propagation des espèces exotiques envahissantes

(doc. parl. 7205)

Le Conseil d'Etat a accordé la dispense du second vote constitutionnel à l'unanimité des 18 votants

- 10) **52.557** Projet de loi
1° concernant certaines modalités d'application et les sanctions du règlement (CE) 338/97 du Conseil du 9 décembre 1996 relatif à la protection des espèces de faune et de flore sauvages par le contrôle de leur commerce ;
2° abrogeant les articles 2 à 12 de la loi modifiée du 19 février 1975 portant approbation de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction, signée à Washington, le 3 mars 1973

(doc. parl. 7219)

Le Conseil d'Etat a accordé la dispense du second vote constitutionnel à l'unanimité des 18 votants

- 11) 52.644** Projet de loi portant création d'un lycée à Mondorf-les-Bains et modification
1° de la loi du 22 juillet 2008 portant création d'un lycée à Junglinster ;
2° de loi modifiée du 13 juin 2013 portant création d'un lycée à Clervaux ;
3° de loi modifiée du 26 février 2016 portant création d'une école internationale publique à Differdange ;
4° de la loi du 15 décembre 2017 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2018

(doc. parl. 7240)

Le Conseil d'Etat a accordé la dispense du second vote constitutionnel à l'unanimité des 18 votants

- 12) 52.649** Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier en vue de l'introduction de lettres de gage portant sur les énergies renouvelables

(doc. parl. 7232)

Le Conseil d'Etat a accordé la dispense du second vote constitutionnel à l'unanimité des 18 votants

- 13) 52.731** Projet de loi portant modification de la loi du 27 mai 2016 concernant la mise à disposition sur le marché d'articles pyrotechniques

(doc. parl. 7262)

Le Conseil d'Etat a accordé la dispense du second vote constitutionnel à l'unanimité des 18 votants

SÉANCE PLÉNIÈRE

Projet de loi

- 1) 52.102** Projet de loi relatif au Revis et portant modification
1. du Code de la Sécurité sociale ;
 2. du Code du travail ;
 5. de la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées ;
 3. de la loi modifiée du 26 juillet 1980 concernant l'avance et le recouvrement de pensions alimentaires par le Fonds national de solidarité ;
 4. de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat ;
 6. de la loi modifiée du 30 avril 2004 autorisant le Fonds national de solidarité à participer aux prix des prestations fournies dans le cadre de l'accueil aux personnes admises dans un centre intégré pour personnes âgées, une maison de soins ou un autre établissement médico-social assurant un accueil de jour et de nuit ;
 7. de la loi modifiée du 18 décembre 2009 organisant l'aide sociale et portant abrogation de la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti
- (Amendements parlementaires 3 mai 2018)*

(doc. parl. 7113)

- 2) **52.240** Projet de loi relatif à un régime d'aides en faveur des petites et moyennes entreprises et portant abrogation
- 1) des articles 2, 3 et 6 de la loi modifiée du 30 juin 2004 portant création d'un cadre général des régimes d'aides en faveur du secteur des classes moyennes ; et
 - 2) de l'article 4 la loi modifiée du 27 juillet 1993 ayant pour objet 1. le développement et la diversification économiques, 2. l'amélioration de la structure générale et de l'équilibre régional de l'économie
- (Amendements parlementaires du 14 mai 2018)

(doc. parl. 7140)

Projet de règlement

- 3) **52.103** Projet de règlement grand-ducal fixant les modalités d'application de la loi du jj/mm/aaaa relative au Revenu d'inclusion sociale et portant modification
1. du règlement grand-ducal modifié du 7 octobre 2004 portant exécution de la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées ;
 2. du règlement grand-ducal modifiée du 27 septembre 2004 portant exécution de la loi du 30 avril 2004 portant exécution de la loi du 30 avril 2004 autorisant le Fonds national de solidarité à participer aux prix des prestations fournies dans le cadre de l'accueil aux personnes admises dans un centre intégré pour personnes âgées, une maison de soins ou un autre établissement médico-social assurant un accueil de jour et de nuit ;
 3. du règlement grand-ducal modifié du 3 août 2010 fixant les montants des droits d'inscription à payer lors de l'admission à un cours organisé par l'Institut national des langues ;
 4. du règlement grand-ducal du 27 août 2012 portant application des dispositions relatives à la Commission consultative prévue à l'article L.523-1 du Code du travail et
- portant abrogation
1. du règlement grand-ducal du 16 janvier 2001 fixant les modalités d'application de la loi du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti ;
 2. du règlement grand-ducal du 16 janvier 2001 organisant la participation à des stages en entreprise des bénéficiaires de l'indemnité d'insertion
- (+ Amendements gouvernementaux 27 octobre 2017)